



De quel monde Obama hérite-t-il ?

DIRECTEURS

Albert LEGAULT
Stéphane ROUSSEL

Forum sur
la sécurité
et la défense

Une multitude de défis attendent le président élu Barack Obama. Il en est deux qui vont dépendre de son charisme et de sa volonté de restaurer l'image des États-Unis dans le monde. Le respect des droits de l'Homme - et par conséquent la fermeture du camp Guantanamo -, et la nécessité de faire davantage pour l'avenir de notre planète. Aussi étrangères l'une à l'autre que puissent paraître ces deux questions, elles ont en commun l'obligation de faire passer le sujet humain et le bien collectif à l'avant-scène de la diplomatie internationale.



Source : AP Photo/Jae C. Hong

Le sénateur Obama lors d'un rassemblement à St. Louis, Mo, 18 octobre 2008.

UNE PLÉTHORE DE MODÈLES CONTRADICTOIRES

Néanmoins, l'administration Obama héritera d'une situation confuse, complexe et multidimensionnelle.

Sur le plan de la confusion, une première contradiction saute aux yeux. Comment peut-on concilier le respect des droits de la personne avec le recours à la force depuis des drones qui frappent de nulle part au-delà de territoires nationaux dont on viole la souveraineté, avec tous les morts civils, hommes, femmes et enfants, qui en résultent ? De la même façon, comment peut-on logiquement prétendre que la lutte au terrorisme est une priorité nationale des États-Unis, alors que le visage du terrorisme est multiple, décliné en une multitude de causes différentes, et idéologiquement fixé sur Al-Qaïda ? Or, le terrorisme est en voie de se répandre à droite et à gauche, peu importe qu'il s'agisse de piraterie ou des attentats sanglants à Bombay, ce qui en fait des modes d'expression adaptables à toutes les sauces, allant de l'islamisme radical au soutien de la drogue, de mafias diverses, et de clans tribaux tous plus ou moins attachés au pouvoir les uns que les autres.

En matière de complexité, la donne n'est pas plus reluisante. L'ouverture d'un dialogue avec l'Iran est-elle compatible avec le fait que le président élu Obama trouve « inacceptable » que ce pays se dote de l'armement nucléaire ? Une solution de la question palestinienne est-elle possible sans que la sécurité de l'État d'Israël soit menacée ? Peut-on logiquement penser qu'un retrait des troupes américaines en Irak puissent faciliter d'un seul iota la stabilisation de la situation en Afghanistan ? Or, l'un et l'autre conflit sont des situations héritées d'une époque où Washington estimait sa

puissance militaire invincible, alors que la réalité démontre qu'il en est tout autrement. Ni l'une ni l'autre de ces guerres ne peuvent être gagnées sur le terrain. La meilleure issue serait une solution politique négociée qui permette aux États-Unis et à l'OTAN de se retirer sans perdre la face, c'est-à-dire sans dilapider les milliards de dollars qui y ont été investis au nom de la propagation de la démocratie, comme s'il suffisait d'exporter des oranges à l'étranger pour que le miracle se produise. L'échec lamentable de la politique américaine ne pourra connaître un début de solution que si le président Obama renonce au paradigme de la force pour résoudre les conflits. Or, rien n'indique que sa détermination soit le moins entamée par ce qui se passe en Afghanistan, alors que l'Occident y soutient un régime corrompu, un président faible et sans charisme, ainsi qu'une armée et une police nationale chancelantes et divisées.

Quant aux aspects multidimensionnels de la diplomatie américaine, le président élu Obama compte bien sûr consulter ses alliés et agir avec eux, mais en quoi ce discours est-il si différent de celui de l'administration démocrate précédente ? Sous Madeleine Albright, Washington se déclarait prêt à agir sur une base multilatérale si les conditions s'y prêtaient, et unilatéralement, si la chose devenait nécessaire.

En réalité, personne n'a jamais réussi à manier judicieusement le bâton et la carotte, car le premier implique une violation plus ou moins prononcée des droits de l'Homme, et la seconde une pratique douteuse, car les bienfaits et récompenses accordés tombent plus souvent qu'autrement dans les mains d'une minorité corruptible ou corrompue.

VERS UN MONDE MULTIPOLAIRE ?

La Russie et la Chine réclament depuis longtemps l'avènement d'un monde multipolaire, euphémisme destiné à souligner le déclin de l'empire américain. Moscou se prononce en faveur d'une nouvelle architecture de sécurité européenne, tandis que l'Occident, à travers le G-20, cherche à créer d'autres forums susceptibles de répondre aux besoins de la gestion toujours plus complexe de la gouvernance mondiale.

Quelles que soient les vertus que l'on souhaite reconnaître à un monde multipolaire, il ne changera pas fondamentalement la donne. Tout comme l'ONU qu'il faudrait inventer si elle n'existait pas, toute action globale à l'intérieur d'un monde multipolaire impliquerait l'accord ou une forme de consensus entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité d'aujourd'hui. Quant à une architecture de sécurité européenne dont les Russes ont été les premiers à parler dès 1953, elle apparaît tout aussi improbable face à la désunion des pays de l'UE. D'autant que la Russie s'emploie aujourd'hui à renouveler ses arsenaux de combat et à souffler le chaud et le froid là où elle souhaite s'affirmer, malheureusement en copiant le modèle des néoconservateurs aux États-Unis. Comme quoi l'unilatéralisme ou la méthode forte est un mal contagieux...

Sur un plan économique, il existe un monde multipolaire en émergence, ne serait-ce qu'à cause des fonds souverains et des réserves en devises étrangères possédées par plusieurs pays et des transferts massifs des rentrées pétrolières de l'ouest vers l'est. Toutefois, tous les détenteurs du billet vert ont redécouvert les vertus du dollar américain, leurs intérêts étant tout aussi touchés que ceux des États-Unis par la crise bancaire et financière qui secoue le monde. Le seul élément positif est l'émergence des pays dits du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) dont la plupart n'ont pour l'instant aucune visée nationaliste. À l'exception, bien sûr, de la Russie qui entend à tort ou à raison retrouver au sein du système international la place qu'elle occupait avant la chute de son empire. Et peut-être aussi un peu de la Chine qui pour l'instant reste militairement confinée à un statut de puissance régionale.

UNE KYRIELLE DE MENACES À LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Or, les problèmes à résoudre sont légion. Le plus important touche l'arms control et la prolifération de la technologie des armes nucléaires et de destruction massive (chimiques et bactériologiques). Sur ce dernier point, le rapport du National Intelligence Council, *Global Trends 2025 : A Transformed World*, est particulièrement alarmant :

Les occasions d'entreprendre des attaques terroristes de masse à l'aide d'armes chimiques, bactériologiques, voire moins probablement nucléaires, vont augmenter dans l'avenir, avec la diffusion de la technologie et des programmes nucléaires ou du développement d'armes nucléaires. Les conséquences pratiques et psychologiques de telles attaques vont s'intensifier au sein d'un monde constamment en voie de globalisation (traduction libre).

Autrement dit, la lutte au terrorisme ne fait que commencer et les États devront redoubler d'efforts pour éviter que des dérives idéologiques ne transforment les opposants islamiques ou autres en de véritables syndicats de crime contre l'humanité. Hormis les structures de renseignement appuyées par la police, les commandos d'élite, et les services de premier secours, la réalité est qu'il existe bien peu de moyens pour se prémunir contre de tels dangers. La meilleure façon de contrer ce fléau est encore d'assurer un meilleur développement économique des régions les plus instables, mais même une telle vision n'empêchera pas les opposants les plus virulents de maintenir le fondamentalisme de leur position. Le monde est et restera donc une passoire qui fuit, incapable d'exfiltrer les éléments les plus dangereux qui s'y glissent. Le professeur Francis Fukuyama de l'Université Johns Hopkins estime d'ailleurs que l'islamisme radical est le seul compétiteur sérieux capable de contrer dans le monde les progrès accomplis jusqu'à maintenant par la démocratie (« They Can Only Go So Far », *Washington Post*, 24 août 2008).

Les républicains Kissinger (Henry A.), Schultze (George P.), Perry (William. G.) et le sénateur démocrate Sam Nunn réclament tous un monde absent d'armes nucléaires, ne serait-ce que pour renforcer les contrôles sur les États et les amener à se débarrasser des armes de terreur qui entretiennent tout à la fois leur angoisse et leur sécurité. On en parlait en 1945, dans les années 60, et on continue d'en parler en 2008. Il est vrai que les grandes puissances se sont depuis longtemps débarrassées de cette « camisole de force » que constitue le nucléaire, car l'arme nucléaire est inutilisable et ne sert qu'à entretenir la dissuasion. Il serait ironique que les grands pays cessent subitement de croire aux vertus de l'atome lorsqu'il s'agit de passer de la pensée à l'acte, alors que les terroristes voient désormais dans les armes de destruction massive les prémisses premières d'une nécessaire transformation du monde !

Quant à l'*arms control*, les débats restent ouverts. Le président élu Obama n'a pas rejeté l'idée d'une reprise d'un dialogue avec la Russie sur la question des composantes du système de défense anti-missiles en Europe, que les États-Unis considèrent dirigées contre l'Iran, et la Russie, contre elle-même. La prudence ou le pragmatisme dont fait preuve Obama en la matière est peut-être de ne déployer que des armes qui ont fait leur preuve, ce qui est loin d'être le cas, car plusieurs des systèmes proposés à la République tchèque et à la Pologne n'ont jamais été testés en temps réel. Une porte reste donc entrouverte...

LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Par ailleurs, la détérioration de l'économie mondiale pourrait contribuer à relancer la course aux ressources, en matière d'énergie, d'eau ou de nourriture. Le rapport cité ci-dessus, *Global Trends 2025*, estime qu'aucun développement technologique ne permettra de résoudre d'une manière satisfaisante la transition vers d'autres sources d'énergie d'ici 2025. Pourtant, le président élu Obama insiste sur une réduction de 80 % des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 1990. En outre, il ne soutient que du bout des lèvres le développement de nouvelles centrales nucléaires qui auraient pu diminuer les émissions de CO₂ aujourd'hui produites par les centrales thermiques au charbon, responsables pour plus de 50 % de la production électrique aux États-Unis. Le plan économique que le président élu Obama entend proposer au Congrès en janvier 2009 vise à orienter l'industrie automobile vers la production de véhicules à économie de carburant, et à créer une infrastructure énergétique articulée autour du développement des énergies propres. En pleine période d'austérité et de restrictions sur le crédit, il est cependant difficile de croire que l'on pourra effectivement mettre en œuvre le programme « cap and trade » qui touchera de plein fouet les industries pénalisées par les nouveaux coûts de production associés aux GES.

L'indépendance énergétique des États-Unis est cependant un mythe soigneusement entretenu. En 2025, Washington dépendra sans doute d'un pétrole importé à 70 % de l'étranger. Outre que l'indépendance énergétique est en quelque sorte un non-sens ou une absurdité par rapport à la globalisation des échanges ou aux thèses du libre-échange défendues par Washington, il faut reconnaître que les seules issues possibles au dilemme actuel sont de s'éloigner des énergies fossiles et de mousser davantage le secteur des énergies renouvelables. En la matière, le président élu Obama imposera sans doute sa marque, mais les processus de transition seront longs et ardues. En outre, rien n'indique que le reste du monde suivra l'Amérique en la matière, ce qui augure mal de la réduction des GES sur un plan international.

LES GRANDS PROBLÈMES RÉGIONAUX

En matière de conflits régionaux, le président Obama souhaite faire avancer la question de la nécessaire cohabitation entre Israël et les factions palestiniennes dont il se sent sans doute plus proche que le président sortant. Le président élu a néanmoins promis son soutien à Israël, surtout contre « une théocratie radicale » qui menace par intermittence de le rayer de la carte géographique du Proche-Orient. Chose certaine, la situation restera probablement très floue d'ici à ce que l'on connaisse le résultat des élections législatives en Israël en février prochain et des présidentielles en Iran à l'été 2009. D'ici là, on en saura sans doute un peu plus sur les intentions du président américain qui s'en est tenu jusqu'à maintenant à des généralités : un partenariat fort avec Israël, le droit d'Israël à la légitime défense et la continuation des programmes d'aide à ce pays. Barack Obama n'entend pas moins situer ces questions au cœur de la diplomatie américaine dans les années à venir.

L'attitude vis-à-vis de l'Irak est plus problématique. Certes, le général Raymond T. Odierno a contribué à réduire le niveau de la violence en Irak et la stratégie américaine du grossissement (surge) des effectifs semble avoir porté fruit, mais rien n'indique pour l'instant que le retrait des troupes américaines se fera d'une façon cohérente et coordonnée. L'important est de faire en sorte que la violence s'essouffle, alors que le président Obama a demandé que les brigades de combat soient retirées d'ici 2010. L'accord du 16 novembre entre Bagdad et Washington sur le statut des forces américaines en Irak a été signé par le Cabinet et le Parlement irakiens, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Les militaires et les forces de police irakiennes devront redoubler d'efforts si elles entendent calmer la situation dans l'ancienne Mésopotamie.

Quant à l'Afghanistan qui marque un net déplacement des priorités américaines du Proche-Orient à l'Asie centrale, la résolution du conflit se trouve en partie à Kaboul mais surtout à Islamabad qui craint avant tout que les manœuvres de rapprochement entre Kaboul et New Delhi ne se retournent contre ses intérêts et ceux du monde islamique. Chose certaine, le nouveau président Asif Ali Zardari, veuf de l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto, est coincé entre l'arbre et l'écorce : il doit nécessairement coopérer avec Washington en matière de lutte antiterroriste et en même temps faire respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays. Or, le doublement ou le triplement des effectifs américains en Afghanistan ne pourra que renforcer le sentiment populaire pakistanais qu'Islamabad mène une « guerre de l'Amérique » contre ses anciens alliés talibans.

Le novembre noir 2008 de Bombay, que certains qualifie déjà de 11 septembre indien, peut tout autant mener au renforcement de la coopération entre l'Inde et le Pakistan, qu'à une intensification de leurs différends. Le président Zardari, il est vrai, a tendu la main à l'Inde, comme le souhaite d'ailleurs Obama, mais il n'est pas dit que ses services du renseignement militaire, l'Inter Service Intelligence (ISI), dont on vient de supprimer l'aile politique, le suivra en ce domaine. La situation reste donc délicate et tendue entre les deux pays. Raison de plus de tout mettre en œuvre pour ramener le calme entre ces deux frères ennemis.

En outre, la volonté du président élu Barack Obama d'en découdre avec Al-Qaïda contient en germe les prémises d'une longue guerre de guérilla dans les zones limitrophes afghanes et pakistanaises, avec tout le pourrissement militaire qui en résultera de part et d'autre. En dépit de l'ouverture faite aux talibans par le président Karzaï et le rôle de médiation joué par l'Arabie Saoudite en la matière, tout indique que les « mollahs » continueront de refuser le rameau d'olivier tendu par Kaboul et que les États-Unis se retrouveront à nouveau empêtrés dans une longue guerre dont l'issue reste pour l'instant insaisissable.

LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

En tenant bien haut l'étendard de la lutte contre le terrorisme, le président élu Obama a aussi à l'esprit la menace toujours persistante d'une frappe terroriste menée avec des armes de destruction massive. Bien que l'on ne connaisse pas encore l'étendue du dialogue qui pourrait être mené par Washington à l'endroit de l'Iran ou de la Corée du Nord, il est clair que l'entreprise vise à empêcher ces deux États de faire cavalier seul. Or, l'élection de Barack Obama n'a pas suscité l'enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire, du président iranien Ahmadinejad. De plus, il n'existe pas de différences fondamentales sur l'Iran entre les démocrates et les républicains. Le site internet du président élu (http://www.barackobama.com/issues/foreign_policy/index.php) est d'ailleurs assez clair :

MM. Obama et Biden présenteront un choix clair au régime iranien. Si Téhéran abandonne son programme nucléaire et son soutien au terrorisme, nous offrirons des contreparties alléchantes telle l'admission de l'Iran auprès de l'OMC. Si l'Iran persiste dans son comportement dérangeant, nous augmenterons les pressions économiques et accroîtrons son isolement politique (traduction libre).

Des progrès sur ces dossiers, au niveau étatique, pourraient rendre la tâche moins ardue pour ce qui est de la lutte sans merci à poursuivre, au plan infra étatique, contre les mouvements terroristes. Pour rationnelle que puisse paraître une telle approche, elle ne semble guère réaliste, à moins que l'Iran ne renonce du jour au lendemain aux vertus contraignantes de la propagation de sa foi islamique. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts...

La Corée du Nord, grande spécialiste du démontage et du remontage des accords passés, est au bord de la faillite et de la famine. Seul un régime dictatorial et tyrannique l'a empêchée jusqu'à maintenant de s'effondrer sur elle-même. Les coups de pouce chinois l'ont maintenue en vie dans les moments critiques de son incroyable aventure, mais celle-ci prendra fin un jour. Ce n'est qu'en 2012 que se fêtera le centenaire de la naissance de Kim Il-sung... Entre-temps, le président Obama, parallèlement aux pourparlers à six, pourrait entreprendre un dialogue bilatéral avec Pyongyang, mais sa volonté de resserrer les liens avec la Corée du Sud et de poursuivre la dénucléarisation de la péninsule sont autant d'indications d'une continuation de la politique pratiquée par la secrétaire d'État sortante, Condoleezza Rice. Bien que Pyongyang ait été retirée en octobre des pays de l'« axe du mal », elle continue de dresser des barrières à l'entrée des inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui souhaitent examiner de plus près certaines de ses « installations non déclarées ». L'impasse subsiste donc, en dépit du fait que Pyongyang voit en Obama un interlocuteur plus convenable que son prédécesseur.

CONCLUSION

L'« Obamania », ce vent d'espoir qui a soufflé sur le monde en novembre 2008, persiste, certes, mais risque de s'essouffler lorsque viendra l'heure de prendre des décisions malaisées. Le fait que le président élu songe à conserver à son poste le ministre de la défense Robert M. Gates est déjà une bonne indication des choses à venir : pas de précipitation et recherche d'une cohérence dans le retrait des troupes américaines d'Irak. La première priorité du président élu sera de relever la situation économique de son propre pays. Ensuite, viendront les grands dossiers internationaux. Le créneau d'espoir avec l'Iran, le Pakistan ou encore le Proche-Orient sera de courte durée. Le décompte commence le 20 janvier 2009.

Albert LEGAULT

Titulaire, Chaire de recherche du Canada en relations internationales (CRCRI)

Département de science politique, UQAM